



PREFET DE L'OISE

# *RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS*

*N° Spécial du 22 décembre 2015*

**SOMMAIRE****ARRETES ET CIRCULAIRES****I PREFECTURE DE L'OISE****CABINET DU PREFET****BUREAU DU CABINET**

- ARRETE DU 16 DECEMBRE 2015 FIXANT LES CONDITIONS DE PUBLICATION DES ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES POUR L'ANNEE 2016
- ARRETE DU 17 DECEMBRE 2015 PORTANT ABROGATION D'UN ARRETE PORTANT NOMINATION D'UN SUPPLEANT DU REGISSEUR DE RECETTES AUPRES DE LA DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES
- ARRETE DU 17 DECEMBRE 2015 PORTANT ABROGATION D'UN ARRETE PORTANT NOMINATION D'UN SUPPLEANT DU REGISSEUR DE RECETTES AUPRES DE LA DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES
- ARRETE DU 17 DECEMBRE 2015 PORTANT NOMINATION D'UN SUPPLEANT DU REGISSEUR DE RECETTES AUPRES DE LA DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES
- ARRETE DU 18 DECEMBRE 2015 REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA VENTE AU DETAIL ET LE TRANSPORT DE BOISSONS ALCOOLIQUES SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DE BEAUVAIS, COMPIEGNE, CREIL, NOGENT-SUR-OISE, MONTATAIRE, VILLERS-SAINT-PAUL, PONT-SAINTE-MAXENCE, MOYON, MERU, CREPY-EN-VALOIS, LIANCOURT et CLERMONT
- ARRETE DU 18 DECEMBRE 2015 REGLEMENTANT TEMPORAIREMENT LA VENTE D'ESSENCE ET DE PRODUITS CHIMIQUES
- ARRETE DU 18 DECEMBRE 2015 PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE DE VENTE ET D'UTILISATION D'ARTIFICES DE DIVERTISSEMENT
- ARRETE DU 18 DECEMBRE 2015 PORTANT NOMINATION DES REGISSEURS TITULAIRE ET SUPPLEANT DE LA POLICE MUNICIPALE DE MOUY

**SECRETARIAT GENERAL****DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES****BUREAU DU CONTROLE DE LA LEGALITE**

- ARRETE DU 18 DECEMBRE 2015 PORTANT TRANSFERT A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE BRAY DE LA COMPETENCE « URBANISME » AU TITRE DE LA COMPETENCE FACULTATIVE

**BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'URBANISME**

- ARRETE DU 15 DECEMBRE 2015 PORTANT ORGANISATION DE LA SUPPLEANCE DU SECRETAIRE GENERAL DE LA PREFECTURE DE L'OISE DU 28 AU 31 DECEMBRE 2015

**SOUS-PREFECTURES****SOUS PREFECTURE DE SENLIS**

- ARRETE DU 17 DECEMBRE 2015 PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ASSAINISSEMENT DE LA VALLEE DE L'AUTOMNE

**II PREFECTURE DE LA REGION PICARDIE**  
**PREFECTURE DE LA SOMME**

- ARRETE DU 27 NOVEMBRE 2015 PORTANT COMMISSIONNEMENT D'UN AGENT DE CONTROLE AU TITRE DES CONTROLES D'OPERATION DU FONDS SOCIAL EUROPEEN

**III PREFECTURE DE LA REGION**  
**NORD-PAS-DE-CALAIS**  
**PREFECTURE DU NORD****DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES**  
**PUBLIQUES****BUREAU DE LA CITOYENNETE**

- ARRETE DU 9 DECEMBRE 2015 FIXANT L'ETAT DES LISTES DE CANDIDATS POUR LE 2<sup>ème</sup> TOUR DES ELECTIONS REGIONALES – SCRUTIN DU 13 DECEMBRE 2015

**IV DIRECTIONS REGIONALES ET**  
**DEPARTEMENTALES****DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES**  
**DU NORD-PAS-DE-CALAIS ET DE PICARDIE****CENTRE PENITENTIAIRE DE BEAUVAIS**

- DELEGATION DONNEE POUR LA REALISATION DES AUDIENCES ARRIVANTS (LE 11 SEPTEMBRE 2015) 31
- DECISION DU 16 NOVEMBRE 2015 PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE PERMANENTE 33
- DECISION DU 26 NOVEMBRE 2015 DONNANT DELEGATION DE SIGNATURE RELATIVE AU RETRAIT EN CAS D'URGENCE, DE LA MESURE DE SURVEILLANCE ELECTRONIQUE DE FIN DE PEINE ET REINTEGRATION DU CONDAMNE 36
- DECISIONS DU 30 NOVEMBRE 2015 DONNANT DELEGATION DE SIGNATURE RELATIVES :
  - A LA SUSPENSION DE L'ENCELLULEMENT INDIVIDUEL D'UNE PERSONNE DETENUE 37
  - A LA DESIGNATION DES PERSONNES DETENUES A PLACER ENSEMBLE EN CELLULE 39
  - AUX MESURES D'AFFECTATION DES PERSONNES DETENUES EN CELLULE 41
  - A LA DESTINATION A DONNER AUX AMENAGEMENTS FAITS PAR UNE PERSONNE DETENUE DANS SA CELLULE, EN CAS DE CHANGEMENT DE CELLULE, DE TRANSFERT OU DE LIBERATION 43
  - A L'OPPOSITION A LA DESIGNATION D'UN AIDANT 44
  - AU RETRAIT D'UNE PERSONNE DETENUE, POUR DES RAISONS DE SECURITE, DE MEDICAMENTS, MATERIELS ET APPAREILLAGES MEDICAUX LUI APPARTENANT ET POUVANT PERMETTRE UN SUICIDE, UNE AGRESSION OU UNE EVASION 45
  - EN CAS DE RECOURS GRACIEUX DES PERSONNES DETENUES, REQUETES OU PLAINTES 46
- DECISIONS DU 1<sup>er</sup> DECEMBRE 2015 DONNANT DELEGATION DE SIGNATURE RELATIVES :
  - L'INTERDICTION POUR UNE PERSONNE DETENUE DE PARTICIPER AUX ACTIVITES SPORTIVES POUR DES RAISONS D'ORDRE OU DE SECURITE 47
  - A LA DESIGNATION DES PERSONNES DETENUES AUTORISEES A PARTICIPER A DES ACTIVITES 48
- DECISIONS DU 2 DECEMBRE 2015 DONNANT DELEGATION DE SIGNATURE RELATIVES :
  - A L'AUTORISATION D'ACCES A L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE DES PERSONNELS HOSPITALIERS NON TITULAIRES D'UNE HABITATION 49
  - A L'AUTORISATION POUR LES PERSONNES DETENUES D'ENVOYER A LEUR FAMILLE DES SOMMES FIGURANT SUR LEUR PART DISPONIBLE 50
  - A L'AUTORISATION DE VISITER L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE 51
  - A L'AUTORISATION POUR DES MINISTRES DU CULTE EXTERIEURS DE CELEBRER DES OFFICES OU PRECHES 52
  - A L'AUTORISATION D'ACCES A L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE AUX PERSONNELS DES STRUCTURES SPECIALISEES DE SOINS INTERVENANT DANS LE CADRE DE LA PRISE EN CHARGE GLOBALE DES PERSONNES PRESENTANT UNE DEPENDANCE A UN PRODUIT LICITE OU ILLICITE 53
  - A LA DELIVRANCE DES PERMIS DE COMMUNIQUER AUX AVOCATS DANS LES AUTRES CAS QUE CEUX MENTIONNES A L'ALINEA 1 DE L'ARTICLE R.57-6-5 54
  - A L'AUTORISATION DES PERSONNES EXTERIEURES D'ANIMER DES ACTIVITES POUR LES DETENUS 55
  - AUX VISITES QUI AURONT LIEU DANS UN PARLOIR AVEC DISPOSITIF DE SEPARATION 56
  - A L'AUTORISATION POUR LES PERSONNES DETENUES DE RECEVOIR DES SUBSIDES DE PERSONNES NON TITULAIRES D'UN PERMIS PERMANENT DE VISITE 57
  - A PROCEDER A LA FOUILLE DES PERSONNES DETENUES 58
  - A L'AUTORISATION D'ACCES A L'ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE AUX PERSONNES INTERVENANT DANS LE CADRE D'ACTIONS DE PREVENTION ET D'EDUCATION POUR LA SANTE 59
  - A L'AUTORISATION POUR UNE PERSONNE DETENUE HOSPITALISEE DE DETENIR UNE SOMME D'ARGENT PROVENANT DE LA PART DISPONIBLE DE SON COMPTE NOMINATIF 60
  - A LA DEMANDE D'INVESTIGATION CORPORELLE INTERNE ADRESSEE AU PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE 61
  - AU REFUS DE PRISE EN CHARGE D'OBJETS OU DE BIJOUX DONT SONT PORTEURS LES DETENUS A LEUR ENTREE DANS UN ETABLISSEMENT PENITENTIAIRE 62

N° de  
page

1

4

6

8

10

12

14

16

17

19

21

26

- A LA RETENUE SUR LA PART DISPONIBLE DU COMPTE NOMINATIF DES PERSONNES DETENUES EN REPARATION DE DOMMAGES MATERIELS CAUSES	63
- A LA SUSPENSION DE L'HABILITATION D'UN PERSONNEL HOSPITALIER DE LA COMPETENCE DU CHEF D'ETABLISSEMENT	64
- A L'AUTORISATION DE REMISE A UN TIERS DESIGNÉ PAR LA PERSONNE DETENUE, D'OBJETS LUI APPARTENANT QUI NE PEUVENT PAS ÊTRE TRANSFERÉS EN RAISON DE LEUR VOLUME OU DE LEUR POIDS	65
- A LA DESIGNATION D'UN INTERPRETE POUR LES PERSONNES DETENUES QUI NE COMPRENENT PAS OU NE PARLENT PAS LA LANGUE FRANÇAISE	66
- A L'EMPLOI DES MOYENS DE CONTRAINTE A L'ENCONTRE D'UNE PERSONNE DETENUE	67
- A LA FIXATION DE LA SOMME QUE LES PERSONNES DETENUES PLACÉES EN SEMI-LIBERTÉ OU BÉNÉFICIAIRES D'UN PLACEMENT EXTÉRIEUR, D'UN PLACEMENT SOUS SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE OU D'UNE PERMISSION DE SORTIR, SONT AUTORISÉES À DÉTENIR	68
- A LA SUSPENSION PROVISOIRE, EN CAS D'URGENCE, DE L'AGREMENT D'UN MANDATAIRE AGRÉÉ	69
- A L'AUTORISATION POUR LES CONDAMNÉS D'OPÉRER UN VERSEMENT À L'EXTÉRIEUR DEPUIS LA PART DISPONIBLE DE LEUR COMPTE NOMINATIF	70
- A LA SUSPENSION DE L'AGREMENT D'UN VISITEUR DE PRISON EN CAS D'URGENCE ET POUR DES MOTIFS GRAVES	71
- A L'AUTORISATION POUR UNE PERSONNE DETENUE DE RETIRER DES SOMMES DE SON LIVRET DE CAISSE D'ÉPARGNE	72
- A LA RETENUE DE CORRESPONDANCE ÉCRITE, TANT RECUE QU'EXPÉDIÉE	73
- A L'AUTORISATION DE RECEVOIR DES COLIS PAR DÉPÔT À L'ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE EN DEHORS DES VISITES OU PAR VOIE POSTALE POUR LES PERSONNES DETENUES NE RECEVANT PAS DE VISITE	74
- A L'AUTORISATION, REFUS, SUSPENSION, RETRAIT DE L'ACCÈS AU TÉLÉPHONE POUR LES PERSONNES DETENUES CONDAMNÉES	75
> DÉCISIONS DU 3 DÉCEMBRE 2015 DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE RELATIVES :	
- A L'INTERDICTION D'ACCÉDER À UNE PUBLICATION ÉCRITE AUDIOVISUELLE CONTENANT DES MENACES GRAVES CONTRE LA SÉCURITÉ DES PERSONNES ET DES ÉTABLISSEMENTS OU DES PROPOS OU SIGNÉS INJURIEUX OU DIFFAMATOIRES À L'ENCONTRE DES AGENTS ET COLLABORATEURS DU SERVICE PUBLIC PÉNITENTIAIRE OU DES PERSONNES DETENUES	76
- A L'AUTORISATION DE RECEVOIR PAR DÉPÔT À L'ÉTABLISSEMENT PÉNITENTIAIRE EN DEHORS DES VISITES, DES PUBLICATIONS ÉCRITES ET AUDIOVISUELLES	77
- A LA PROPOSITION AUX PERSONNES CONDAMNÉES D'EXERCER UNE ACTIVITÉ AYANT POUR FINALITÉ LA REINSERTION	78
> DÉCISIONS DU 4 DÉCEMBRE 2015 DONNANT DÉLÉGATION DE SIGNATURE RELATIVES :	
- A L'AFFECTATION DES PERSONNES DETENUES MALADES DANS DES CELLULES SITUÉES À PROXIMITÉ DE L'US	79
- A LA MODIFICATION DES HORAIRES D'ENTRÉE ET DE SORTIE EN CAS DE PLACEMENT SOUS SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE, SEMI-LIBERTÉ, PLACEMENT EXTÉRIEUR ET PERMISSION DE SORTIR FAISANT SUITE À UNE AUTORISATION ACCORDÉE AU CHEF D'ÉTABLISSEMENT PAR LE JAP	80
- A LA REINTEGRATION IMMÉDIATE EN CAS D'URGENCE DE CONDAMNÉS SE TROUVANT À L'EXTÉRIEUR	81
- AU DÉCLASSEMENT OU SUSPENSION D'UN EMPLOI	82
- A L'AUTORISATION POUR LES PERSONNES DETENUES DE TRAVAILLER POUR LEUR PROPRE COMPTE OU POUR DES ASSOCIATIONS	83
- A LA SIGNATURE D'UN ACTE D'ENGAGEMENT CONCERNANT L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE DES PERSONNES DETENUES	84
- A L'AUTORISATION DE RECEVOIR DES COURS PAR CORRESPONDANCE AUTRES QUE CEUX ORGANISÉS PAR L'ÉDUCATION NATIONALE	85
- AU REFUS OPPOSÉ À UNE PERSONNE DETENUE DE SE PRÉSENTER AUX ÉPREUVES ÉCRITES OU ORALES D'UN EXAMEN ORGANISÉ DANS L'ÉTABLISSEMENT	86
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES</b>	
<b>SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT, DE L'URBANISME ET DE L'ÉNERGIE</b>	
> ARRÊTÉ DU 17 DÉCEMBRE 2015 RELATIF À LA DÉCISION DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'AMÉNAGEMENT COMMERCIAL DE L'OISE DU 9 DÉCEMBRE 2015	87
<b>DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES</b>	
> ARRÊTÉ DU 18 DÉCEMBRE 2015 RELATIF AU RÉGIME DE FERMETURE EXCEPTIONNELLE AU PUBLIC DES SERVICES DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE L'OISE LES 24 et 31 DÉCEMBRE 2015	89
> ARRÊTÉ DU 18 DÉCEMBRE 2015 RELATIF AU RÉGIME DE FERMETURE EXCEPTIONNELLE AU PUBLIC DES SERVICES DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE L'OISE LES 6 MAI, 15 JUILLET et 31 OCTOBRE 2016	90
<b>CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITÉS PRIVÉES DE SÉCURITÉ</b>	
> ARRÊTÉ DU 19 NOVEMBRE 2015 PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE D'EXERCER - SÉANCE DISCIPLINAIRE DU 19 NOVEMBRE 2015	91
> ARRÊTÉ DU 19 NOVEMBRE 2015 PORTANT INTERDICTION TEMPORAIRE D'EXERCER (SARL ACTION SÉCURITÉ PRIVÉE À ST LEU D'ESSERENT) - SÉANCE DISCIPLINAIRE DU 19 NOVEMBRE 2015	93